

DDT, paludisme et journée mondiale de la Terre

Article de Gil Rivière-Wekstein paru dans la lettre de l'environnement

<http://www.agriculture-environnement.fr/spip.php?article653>

Initiée en juin 1970, la journée mondiale de la Terre est célébrée tous les 22 avril par les écologistes du monde entier. Cette année, son quarantième anniversaire a coïncidé avec la troisième journée mondiale contre le paludisme. Ce hasard du calendrier a réuni deux événements tragiquement liés. En effet, la journée mondiale de la Terre n'est pas sans lien avec les campagnes persistantes en faveur de l'abandon du DDT, cet insecticide qui a pourtant permis l'éradication du paludisme dans l'hémisphère Nord.

Or, la guerre contre ce redoutable fléau – qui tue en Afrique un enfant de moins de 5 ans toutes les 20 secondes – est loin d'être gagnée. Comme le rappelle **Richard Tren**, directeur de l'Africa Fighting Malaria (AFM), une association caritative en charge de la lutte contre le paludisme, les pays qui maîtrisent ce fléau sont ceux qui utilisent tous les moyens disponibles, dont la pulvérisation d'insecticide à effet rémanent à l'intérieur des habitations. « *Les activistes environnementalistes qui proposent des méthodes alternatives de contrôle de la malaria sans insecticides sont d'une naïveté exceptionnelle* », s'insurge le directeur de l'AFM.

Officiellement, l'utilisation du DDT dans les pays les plus touchés par le paludisme n'a jamais été interdite. Cependant, suite aux pressions des écologistes, elle a été drastiquement restreinte. D'ailleurs, si l'Afrique du Sud a pu gagner la lutte antipaludéenne, c'est parce qu'elle a réussi à financer elle-même son programme d'éradication, et donc à se libérer de ces pressions internationales. « *Des groupuscules, tels que le Pesticide Action Network (PAN), continuent à attaquer l'Agence américaine pour le développement international (USAID) afin d'interdire le DDT* », confirme M. Tren.

Dans les années soixante-dix, **Gaylord Nelson**, l'un des principaux instigateurs du *Earth Day*, était déjà à la pointe du combat contre l'utilisation du DDT. Pour le sénateur américain du Wisconsin, il fallait contrer de « terribles forces », qui menaçaient « *nos ressources en eau fraîche, nos forêts et la vie sauvage* ». Ces forces portaient un nom : « *l'accroissement rapide de la population* ». D'autres leaders du mouvement écologiste étaient animés de la même conviction. Ainsi, l'écologue **Garett Hardin**, farouche opposant à la pulvérisation des insecticides dans les pays en voie de développement, estimait que « *chaque vie sauvée cette année*

dans un pays pauvre diminue la qualité de la vie pour les générations suivantes ».

Quant à **Paul Ehrlich**, l'auteur du livre *La Bombe P* (pour population), il accusait le DDT de contribuer à la surpopulation en réduisant le taux de mortalité des enfants. Combattre le DDT plutôt que la malaria était bien le mot d'ordre de ces écologistes radicaux.

En lançant en juin 2005 la Président Malaria Initiative (PMI), l'ancien président américain Georges Bush a mis un terme à cette politique aux relents malthusiens.

Or, bien que la PMI prenne ses décisions d'abord en fonction de la santé humaine, et en s'appuyant sur des bases scientifiques, elle continue à faire l'objet de vives critiques de la part des écologistes extrémistes, comme le PAN, dont **François Veillerette** est l'un des administrateurs français.

Nature ou humanité, chacun a ses priorités. En poursuivant la politique de son prédécesseur, le président Barak Obama a clairement choisi la sienne.

Gil Rivière-Wekstein